



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielle et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

**Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2022-122
du 21 avril 2022
portant modification de l'autorisation de la société MM PACKAGING
d'exploiter une unité de fabrication d'emballages pliants en carton
sur le territoire de la commune de MONETEAU**

Le Préfet de l'Yonne,

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- VU** les décrets n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 et n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment sa section III : Dispositions relatives à la protection contre la foudre ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 autorisant la société MM PACKAGING à exploiter une unité de fabrication d'emballages pliants en carton sur la commune de MONETEAU ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 août 2019 portant modification de l'autorisation de la société MM PACKAGING à exploiter une unité de fabrication d'emballages pliants en carton sur la commune de MONETEAU ;
- VU** le porter à connaissance déposé par la société MM PACKAGING, en date du 27 janvier 2021, complété le 26 novembre 2021 ;
- VU** l'avis du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du 3 mars 2021 ;
- VU** le rapport du 16 mars 2022 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 29 mars 2022 ;
- VU** le courriel du 14 avril 2022 par lequel le demandeur informe qu'il n'a aucune remarque sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre des rubriques 2445 et 2450-A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société MM PACKAGING portent sur :

- le réaménagement de l'atelier de production en conservant le mur coupe-feu entre l'atelier et le magasin de produits finis,
- le déplacement d'une partie de l'entreposage des encours vers l'atelier,
- la suppression d'une ligne offset et le remplacement de la ligne en lieu et place du stockage d'encours,
- la suppression de la machine dédiée au vernissage,
- l'installation d'une nouvelle ligne offset utilisant uniquement des encres et vernis en phase aqueuse,
- le remplacement des colles utilisées par des colles vinyliques en phase aqueuse,
- le remplacement de la presse carton permettant de former des balles de cartons plus compactes et de limiter les envols dans la zone de stockage externe,
- la diminution des volumes stockés de cartons et bois de 15 000 m³ à 14 000 m³,
- la récupération des eaux industrielles en GRV et leur élimination en tant que déchets industriels,
- la modification des besoins de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site ;

CONSIDÉRANT que la conservation du mur coupe-feu entre l'atelier et le magasin de produits finis permet de diminuer les besoins en eau en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que les moyens externes d'incendie ont été complétés par une réserve d'eau de 240 m³ sur le site de la société PICQ & CHARBONNIER, pour laquelle une convention de mise à disposition est établie, afin de répondre aux besoins en eau du site ;

CONSIDÉRANT que les eaux industrielles sont désormais collectées et entreposées dans des GRV avant élimination en tant que déchets industriels et donc ne sont plus rejetées dans le réseau communal d'eaux usées ;

CONSIDÉRANT que la ligne offset regroupe maintenant l'impression et le vernissage ;

CONSIDÉRANT que les colles utilisées sont désormais des colles vinyliques en phase aqueuse n'émettant pas de solvants dans l'atmosphère ;

CONSIDÉRANT que le site produit des déchets dangereux (chiffons souillés et encre) ;

CONSIDÉRANT que le site ne réalise plus les activités d'insolation des plaques sensibles ou de polymérisation du vernis sur la vernisseuse ;

CONSIDÉRANT que les besoins de rétention des eaux accidentellement polluées s'élèvent d'après le calcul de dimensionnement à 970 m³ ;

CONSIDÉRANT que les modifications susmentionnées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de mettre à jour le plan des installations du site ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE :

Article 1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2019 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2445	Transformation du papier, carton : pliage, découpage	220 t/j	A
2450-A	Imprimerie ou ateliers de reproduction graphique sur tout support	Encre et vernis en phase aqueuse contenant moins de 10 % de solvant organiques. Encres : 500 kg/j Vernis : 2200 kg/j Quantité totale : 2700 kg/j / 2 = 1350 kg/j	A
1530	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	12 000 m ³	DC
1532-2	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	2000 m ³	D
1978-1	Solvants organiques Impression sur rotative offset à sécheur thermique, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an	Encres et vernis : 516 kg/an Produits de nettoyage et additifs : 25t/an	D
2910-A	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	2 chaudières : 490 kW 510 kW Puissance totale : 1000 kW	DC
2940-2	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	Colle contenant moins de 10 % de solvant organique. Quantité totale : 175 kg/j / 2 = 87,5 kg/j	DC

Article 2 – Conformité aux plans et données techniques

Les plans des installations présentés en annexe de l'arrêté préfectoral du 19 août 2019 susvisé sont remplacés par le plan en annexe du présent arrêté.

Article 3 – Rideau d'eau et murs coupe-feu

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2019 susvisé est complété par le suivant :

« Le mur séparant l'atelier et le magasin produits finis est coupe-feu de degré 2 heures. »

Article 4 – Organisation des stockages

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2019 susvisé est supprimé.

L'article 31.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 est remplacé de la manière suivante :

« Le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage.

Des allées d'au moins 3 mètres de largeur minimum, entretenues en état de propreté sont réservées entre les îlots de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Les îlots sont disposés au minimum à 1 mètre des murs coupe-feu afin de faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

La hauteur des stockages de produits finis dans la zone d'expédition ne doit pas excéder 8 mètres. Un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.

La hauteur des stockages de produits finis dans la zone de stockage des produits finis ne doit pas excéder 5 mètres.

Les en-cours de production dans l'atelier doivent être stockés en masse, sur une hauteur ne devant pas excéder 3 mètres.

Le stockage est divisé en îlots dont le volume unitaire ne doit pas dépasser 600 m³. Si l'installation est équipée d'un système de type sprinklage, ce volume est porté à 1200 m³. »

Article 5 – Moyens de secours et d'intervention

Le paragraphe 32.5 Moyens matériel et humains de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2019 susvisé est supprimé.

L'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 est remplacé de la manière suivante :

«32.5.1 Moyens matériels

L'établissement est au moins doté :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles, identifiés et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, répartis dans les locaux de production et de stockage, et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ;
- d'une réserve d'eau de 240 m³, implantée sur le site de la société PICQ & CHARBONNIER, pour laquelle la société dispose d'une convention afin d'en garantir l'accessibilité et la disponibilité ;
- de trois poteaux incendies assurant simultanément un débit d'eau de 235 m³/h pendant une durée de 3 heures ;
- en complément exceptionnel de 2 bornes d'aspiration publiques dans l'Yonne, implantées à moins de 600 mètres du site.

Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances. Ils doivent être conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics. »

Article 6 – Prévention des pollutions accidentelles des eaux

L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2019 susvisé est complété par le suivant :

« Le site est en capacité de retenir les eaux accidentellement polluées pour un volume total de 970m³. »

Article 7 – Point de rejet

Le tableau du sous-paragraphe « Identification » de l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est remplacé par le suivant :

Désignation des points de rejets	Nature des eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur
A et F	ED	Réseau communal d'eaux usées
B à E	EP	Réseau communal d'eaux usées

Le premier paragraphe du sous-paragraphe « Mesures et prélèvements » de l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est supprimé.

Article 8 – Déversement des eaux résiduaires dans les égouts publics

L'article 11.6 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est supprimé.

Article 9 – Eaux résiduaires autres (EU)

L'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est remplacé par le suivant :

« Les eaux résiduaires sont collectées et éliminées en tant que déchets industriels.

L'exploitant tient à jour un inventaire exhaustif des GRV présents sur son site. L'inventaire indique :

- la désignation de l'effluent ;*
- le volume moyen annuel généré ;*
- le mode d'élimination. »*

Article 10 – Rejets

Le tableau A « A – Eaux résiduaires (rejet A) » de l'article 14.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est supprimé.

Article 11 – Contrôles et suivi des effluents

Les articles 15.1 et 15.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé sont supprimés.

Le tableau de l'article 15.2 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est remplacé par le suivant :

Point de rejet	Type de prélèvement	Fréquence
B à E	Ponctuel	Tous les 2 ans

L'article 15.4 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est remplacé par le suivant :

« Les résultats de l'autosurveillance accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi qu'au service en charge de la police de l'eau. ».

Article 12 – Normes de rejets

Les articles 19.3 et 19.4 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé sont supprimés.

Article 13 – Stockage de déchets

Le dernier paragraphe de l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est supprimé.

Article 14 – Plan de réduction des émissions d'ozone

L'article 38 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est supprimé.

Article 15 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.
Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) du code de l'environnement.

Le présent arrêté est notifié à la société MM PACKAGING.

Article 16 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Dijon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.


Article 17 – Exécution

Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de l'Yonne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté (DREAL) et Madame le Maire de la commune de MONETEAU sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'à :

- Madame la Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL,
- Monsieur le Directeur des Services départementaux d'incendie et de secours de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur départemental des territoires.

Fait à Auxerre, le **21 AVR. 2022**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Dominique YANI

ANNEXE
Plan des installations

